
PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL

☎ 03.87.34.85.30 - FF/DR

ARSIVOM

A R R E T E

N° 2000 - AG/2 - 116

en date du 20 avril 2000

autorisant le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Messine (SIVOM) à exploiter un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés à METZ.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU
MERITE

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 modifié portant application de la loi du 15 juillet 1975 susvisée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif notamment aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour application de la loi susvisée ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinération de résidus urbains ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

- Vu l'arrêté ministériel ADR du 5 décembre 1996 relatif au transport des matières dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes ;
- Vu la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu la demande présentée par le SIVOM de l'Agglomération Messine ;
- Vu les plans et notices produits à l'appui de cette demande ;
- Vu le procès-verbal de l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 janvier 1999 au 13 mars 1999 dans les communes de METZ, LA MAXE, LONGEVILLE-LES-METZ, SAINT-JULIEN-LES-METZ ET WOIPPY ;
- Vu l'avis de la commission d'enquête ;
- Vu l'avis des conseils municipaux de METZ, LA MAXE, LONGEVILLE-LES-METZ, SAINT-JULIEN-LES-METZ et WOIPPY.
- Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement ;
- Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Vu l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Vu l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Vu l'avis de M. le Directeur de l'Agence de l'Eau RHIN-MEUSE ;
- Vu l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Vu l'avis de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- Vu l'avis de M. le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile ;
- Vu l'avis de M. le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est à NANCY ;
- Vu l'avis de M. le Directeur Régional de l'ADEME ;
- Vu l'avis de M^{me} l'Architecte des Bâtiments de France ;
- Vu l'avis de M. le Général Gouverneur Militaire de METZ ;
- Vu l'avis de M. le Maire de METZ au titre de l'urbanisme ;
- Vu l'avis émis par l'inspecteur des installations classées ;
- Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 19 novembre 1999 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-260 prorogeant jusqu'au 13 janvier 2000 le délai pour statuer sur la demande du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Messine ;

Considérant la demande présentée par le SIVOM de l'Agglomération Messine portant sur une capacité d'incinération :

- tranche ferme 90 000 t/an à 110 000 t/an
- tranche optionnelle 50 000 t/an

de déchets provenant de la zone géographique correspondant aux communes de Moselle-Ouest et de trois communes de Meurthe-et-Moselle définies dans le dossier de demande ;

Considérant que les travaux d'élaboration du Plan Départemental d'Elimination des Ordures Ménagères et Assimilés imposé par l'article 10 de la loi du 15 juillet 1975 mettent en évidence :

- une production de déchets, à l'horizon 2010, de 258 000 tonnes dans le secteur de Moselle-Ouest et environ 160 000 tonnes pour le SIVOM de METZ ;
- une valorisation nécessaire (matière et biologique) conduisant à un besoin en incinération de 151 000 t/an ;

Considérant qu'en l'absence de conventions express d'approvisionnement entre le SIVOM et les autres communes citées dans la demande, le SIVOM ne dispose pas de la capacité technique et financière exigée à l'article 2.5 du décret du 21 septembre 1977, justifiant de la capacité maximale d'incinération sollicitée ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

A r r ê t e

TITRE I

Article I.1 - Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Messine (S.I.V.O.M.) - SIRET 779 998 244 000 15 - sis rue du Trou au Serpents - Nouveau Port de METZ - 57050 METZ - est autorisé à exploiter un centre de traitement et de valorisation de déchets ménagers et assimilés, selon les conditions définies par le présent arrêté.

Article I.2 - Les installations autorisées sont visées par les rubriques installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

Rubrique Nomenclature	Intitulé réglementaire de l'activité exercée	Activité exacte exercée	Volume de l'activité exercée	Régime
322/B/4	Prétraitement (centre de tri) et traitement des ordures ménagères et autres résidus par l'incinération.	Incinération des déchets ménagers et assimilés, boues et graisses de stations d'épuration urbaines ; auxiliaires de combustion, récupération de chaleur et production de vapeur dans une chaudière.	- 2 fours de 8 t/h ; - sous réserve article II.2 : 1 four de 6 t/h.	Autorisation
322/A	Centre de transit.	Evacuation des déchets ménagers et assimilés vers d'autres centres de traitement en cas d'arrêt de l'unité de valorisation énergétique. Activité de centre de tri des déchets ménagers et assimilés.	A titre occasionnel. 54 000 t/an	Autorisation
322/B/1	Traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains par broyage.	Broyage des déchets ménagers encombrants.	Un broyeur de 10 t/h.	Autorisation
329	Papiers usagers ou souillés, dont la quantité emmagasinée est supérieure à 50 t.	Aire destinée aux déchets et collectes sélectives et stockage en vrac des journaux et papiers recyclés.	Stockage des déchets et collectes sélectives brut en mélange : 1 500 m ³ . Stockage de papiers dynamique de 150 m ³ .	Autorisation
98 bis/C	Dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de polymères, installés à plus de 50 mètres d'un bâtiment isolé ou occupé par des tiers.	2 chaînes de tri manuel des déchets et collectes sélectives de 3,5 t/h et 6 t/h. Stockage des déchets et collectes sélectives brut et trié.	Stockage des déchets et collectes sélectives brut en mélange : 1 500 m ³ . Stockage en balles des produits triés : 600 m ³ .	Déclaration
1 530	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant comprise entre 1 000 et 20 000 m ³ .	Stockage des déchets industriels banals et des déchets et collectes sélectives brut en mélange et stockages des produits triés.	Stockage des déchets industriels banals brut en mélange : 500 m ³ . Stockage des déchets et collectes sélectives brut en mélange : 1 500 m ³ . Stockage des produits triés : en balles (1 000 m ³), en vrac (150 m ³), en bennes de 30 m ³ .	Déclaration

Rubrique Nomenclature	Intitulé réglementaire de l'activité exercée	Activité exacte exercée	Volume de l'activité exercée	Régime
2 920/2/B	Compression fonctionnant à une pression effective de 0,1 Mpa et n'utilisant pas de fluide inflammable ou toxique, avec une puissance absorbée comprise entre 50 et 500 kW.	Production d'air comprimé (centrale et circuit) destiné au fonctionnement de l'installation : décolmatage des filtres à manches.	2 compresseurs d'une puissance unitaire de 90 kW, soit une puissance totale de 180 kW.	Déclaration

Article I.3 – Implantation géographique

Les installations autorisées seront implantées dans l'île Chambière à METZ sur les sections du cadastre suivantes :

- section 11 – parcelles n°65 et 66 ;
- section 12 – parcelles n°39, 40, 41, 45.1 et 43.7.

Article I.4 – Conformité aux plans et données techniques du dossier d'autorisation

Les installations doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Tout projet de modification devra, avant sa réalisation, être soumis à l'appréciation de Madame le Préfet.

Article I.5 - Commission Locale d'Information et de Surveillance

Une Commission Locale d'Information et de Surveillance (C.L.I.S.) sera créée conformément à l'article I.VI de la loi du 13 juillet 1992. Cette C.L.I.S. sera mise en place dès le début de la construction des installations.

Article I.6 - Rapport d'exploitation

L'exploitant établit tous les ans un rapport d'exploitation conformément à la circulaire du 22 juillet 1983 relative aux installations d'élimination de déchets industriels.

Ce document fera apparaître au minimum les éléments suivants :

- éléments généraux sur la situation économique de l'entreprise (chiffres d'affaires, résultats, effectifs, etc.) ;
- éléments précis sur les quantités de déchets ventilées par nature de produits, filières de traitements, par origine géographique et par activité industrielle génératrice du déchet, accompagnés de commentaires utiles à leur compréhension, particulièrement en cas de variation importante et d'origine non évidente de l'activité ;
- la liste des conventions passées entre l'exploitant et les communes ou groupement de communes portant sur le respect des dispositions du Plan d'Elimination des Ordures Ménagères et assimilées en MOSELLE ;
- bilan des contrôles effectués sur les déchets réceptionnés ;
- nature des investissements et travaux réalisés pendant l'année, sur l'outil industriel, nature des investissements réalisés en matière d'environnement et montant de ces investissements au regard des investissements globaux du site ;
- coûts d'exploitation de la fonction environnement (coût de maintenance du matériel de dépollution, coût du personnel, coût d'analyses) ;
- compte rendu synthétique des analyses réalisées (sur l'eau, aux rejets comme sur la qualité des eaux souterraines, sur l'air, etc.) avec une évaluation des flux émis par l'entreprise ;
- inventaire des accidents ou incidents qui ont pu se produire sur le centre, en précisant les origines et causes du sinistre, leurs conséquences et les mesures prises pour éviter qu'ils ne se reproduisent (y compris accidents du travail notables) ;
- objectifs et projets fixés pour l'année en cours ;
- rappel succinct des points forts des éventuelles réunions de commissions locales d'information et des conditions du respect des engagements pris au cours de ces réunions.

Le rapport d'exploitation est transmis à l'Inspection des Installations Classées avant la fin du premier trimestre de l'année suivant l'année de référence.

En tant que de besoin, le Préfet pourra demander une analyse critique portant sur des éléments du rapport. Cette analyse sera réalisée par un organisme tiers choisi en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées, aux frais de l'exploitant.

Il sera également présenté par l'exploitant devant la C.L.I.S. visée à l'article I.5.

Article I.7 - Accidents – Incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspection des Installations Classées n'a pas donné son accord.

Il précise dans un rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

S'il s'agit d'un accident ou d'un incident pouvant engendrer une pollution des eaux, le service chargé de la police des eaux doit être également prévenu.

L'exploitant est tenu pour responsable des dommages éventuels causés à l'environnement par l'exercice de son activité.

Article I.8 - Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Article I.9 - Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant doit en informer le Préfet un mois au moins avant la date prévue de cessation. Il est joint à la notification, conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret n°77/1133 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Article I.10 - Textes généraux applicables

Indépendamment des prescriptions du présent arrêté, l'exploitation sera soumise aux prescriptions des textes généraux suivants :

- arrêté ministériel du 31 mars 1980 sur les installations électriques dans les installations classées pour la protection de l'environnement présentant des risques d'explosion ;
- arrêté ministériel du 22 juin 1998 sur les réservoirs de liquides inflammables enterrés ;
- arrêté type n°253 ;

TITRE II – ACCEPTATION DES DECHETS

Article II.1 – Origine des déchets

Les déchets acceptés sur le site auront comme origine exclusive :

- les arrondissements de METZ, METZ Campagne, CHATEAU-SALINS ;
- les communes de MEURTHE-ET-MOSELLE suivantes : MARS-LA-TOUR, TRONVILLE, VILLE-SUR-YRON.

Conformément à la demande de l'exploitant, le site pourra accueillir exceptionnellement des déchets de la région LORRAINE en cas de panne d'autres centres de traitement et de valorisation de déchets.

Toutefois, préalablement à toute acceptation de ces déchets, l'exploitant informera le Préfet, de l'origine des déchets, des circonstances motivant l'acceptation, des quantités prévisionnelles et de la durée de cette situation.

Article II.2 – Capacités

Les installations de traitement seront autorisées à traiter les capacités suivantes de déchets.

Incinération

La capacité d'incinération autorisée sera établie comme suit :

- 1 - dès notification de l'arrêté d'autorisation : 110 000 t/an ;
- 2 - à compter du 1^{er} janvier 2005 et compte tenu d'une valorisation biologique nécessaire de 20 000 t/an : 90 000 t/an ;

3 - compte tenu :

du respect par le S.I.V.O.M. des dispositions visées à l'article II.3 ci-après et sous réserve de l'établissement d'une convention établie entre l'exploitant et les communes du secteur géographique rappelé à l'article II.1 et non adhérentes au S.I.V.O.M. portant sur :

* le traitement des déchets de leur secteur ;

* le respect de l'article II.3 ci-après ;

de la présentation au Préfet, en application de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977, de tous les éléments d'appréciation ;

les capacités visées en 1 et 2 pourront être augmentées par arrêté préfectoral sans toutefois dépasser une capacité maximale de 151 000 t/an.

Centre de tri

- Capacité globale maximale annuelle : 54 000 tonnes.

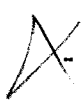
Les capacités autorisées ci-avant devront de plus être en conformité avec le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la MOSELLE.

Le présent arrêté vaut agrément au titre du décret du 13 juillet 1994 relatif à la valorisation des déchets d'emballage.

Article II.3 – Déchets admissibles

Article II.3.1 – Déchets admis

Les déchets pouvant être admis dans l'unité d'incinération sont :

 les ordures ménagères issues de la collecte des ménages.

A compter du 1^{er} janvier 2005, ces déchets ne pourront être acceptés qu'après avoir été triés de manière à ce que 15 % des déchets recyclables secs (emballages et brochures, magazines, etc.) et 15 % des déchets fermentescibles (épluchures, restes de repas, filtres à café, papiers souillés, etc.) aient été redirigés vers des filières de valorisation matière.

A compter du 1^{er} janvier 2010, ces déchets ne pourront être acceptés qu'après avoir été triés de manière à ce que 25 % des déchets recyclables secs (emballages et brochures, magazines, etc.) et 20 % des déchets fermentescibles (épluchures, restes de repas, filtres à café, papiers souillés, etc.) aient été redirigés vers des filières de valorisation matière ;

- les déchets banals issus des entreprises ou des refus de centres de tri ;
- les boues et les graisses issues de stations d'épuration urbaines ;
- les encombrants ;
- les refus de compostage de déchets verts.

Les déchets pouvant être admis dans l'unité de tri sont :

- les encombrants ;
- les déchets issus de collectes sélectives des ménages ;
- les déchets issus de déchetteries ou d'autres formes de collectes organisées par les collectivités et groupements de collectivités auprès des ménages ;
- les déchets industriels banals issus des entreprises.

Article II.3.2 – Déchets interdits

Les déchets interdits sur le site seront :

- les déchets industriels spéciaux ;
- les déchets toxiques en quantités dispersées ;
- les déchets radioactifs ou émettant des rayonnements nocifs ;
- les déchets d'activités de soins médicaux ;
- des pièces anatomiques et cadavres d'animaux destinés à la crémation ou l'inhumation ;
- des volumes ou corps creux invérifiables ou ayant contenu des produits inflammables ou explosibles ;
- les déchets pulvérulents ;
- les boues de curage d'égouts ;
- les pneumatiques et autres résidus de broyage ;
- tout déchet non explicitement visé au paragraphe II.3.1.

Article II.4 – Réception des déchets

Article II.4.1 – Conditions de réception

Article II.4.1.1 – Apport par le public

L'apport de déchets au centre de tri ou d'incinération par le public sera strictement interdit.

Article II.4.1.2 – Apport par des entreprises

II.4.1.2.1 - L'apport direct de déchets non triés à l'unité d'incinération par des entreprises est strictement interdit. Sur cette unité, seuls les déchets triés pourront être acceptés. Ils feront l'objet d'un bordereau préalable d'acceptation.

Préalablement au déchargement du véhicule de livraison dans la fosse et pendant le déchargement lui-même, un opérateur s'assurera de la conformité du chargement avec le bordereau d'acceptation préalable.

II.4.1.2.2 - L'apport de déchets industriels banals par les entreprises ou à l'unité de tri est autorisé. L'exploitant aménagera, à cet effet, une aire de réception spécifique.

Article II.5 – Contrôles à la réception

Article II.5.1 – Pesée

Tout véhicule apportant des déchets sur le site fera l'objet d'une pesée permettant de mesurer le tonnage de déchets réceptionnés.

Article II.5.2 – Contrôle de radioactivité

L'exploitant installera à l'entrée du site un portique de contrôle de la radioactivité. Toutes les arrivées de déchets sur le site feront l'objet d'un contrôle par ce portique.

L'exploitant définira une procédure de gestion des chargements présentant des teneurs anormales de radioactivité. Cette procédure sera soumise à l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées.

Une aire d'isolement des véhicules présentant une radioactivité anormale sera prévue sur le site. Cette aire sera située à l'écart des autres installations et sera réservée à ce strict usage.

Article II.5.3 – Contrôle visuel

Lors des opérations de déchargement, un opérateur sera présent en permanence à proximité du véhicule afin d'assurer que les produits réceptionnés sont bien conformes aux déchets admissibles visés au paragraphe II.3.

Article II.5.4 – Registre de prise en charge

Un registre de prise en charge et de traitement doit être tenu. Pour chaque lot de déchets, il comporte les renseignements suivants :

- nature et code de classification du déchet (selon avis du Ministère de l'Environnement du 11 novembre 1997) ;
- quantité (tonnes) ;
- producteur de déchets (entreprises ou communes) ;
- transporteur et numéro d'immatriculation du véhicule ;
- date de réception ;
- unité de traitement vers laquelle est dirigé le lot de déchets.

Ce registre sera géré de manière informatique sous forme de base de données. Mensuellement, copies des données de ce registre seront adressées à l'Inspecteur des Installations Classées sous forme informatique dans un format défini en accord avec celui-ci.

TITRE III – EXPLOITATION

Article III.1 – Accès au site

Le site sera clôturé par un grillage de hauteur minimale de 2 mètres. L'accès au site se fera par un accès unique gardienné.

De plus, le site fera l'objet d'un gardiennage 24 heures/24 heures.

Article III.2 - Apport de déchets

L'apport de déchets sur le site et notamment le déchargement dans la fosse de l'unité d'incinération et sur le quai de l'unité de tri se fera obligatoirement en présence d'agent s'assurant de la conformité des déchets livrés et du respect des consignes de sécurité que l'exploitant mettra en place pour les opérations de déchargement.

Article III.3 - Conditions liées à l'incinération

Les conditions d'incinération en terme de température, de temps de séjour et de taux d'oxygène doivent être conçues de manière à garantir l'incinération des déchets et l'oxydation des gaz de combustion.

A cet effet, la teneur en imbrûlés dans les mâchefers mesurée sur les produits secs ne devra pas dépasser 3 %.

Les gaz provenant de la combustion des déchets doivent être portés même dans les conditions les plus défavorables après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température d'au moins 850°C, pendant au moins deux secondes, en présence d'au moins 6 % d'oxygène mesuré dans les conditions réelles.

La température des gaz dans la zone de post-combustion est enregistrée en continu.

A la mise en service de l'unité d'incinération, une campagne complète sera effectuée et en particulier, le temps de séjour à la température de 850°C, fera l'objet d'une vérification dans les conditions d'exploitation les plus défavorables envisagées.

D'autre part, l'installation sera équipée de brûleur d'appoint fonctionnant au gaz naturel. Ces brûleurs entreront automatiquement en fonctionnement en dessous d'une température de consigne définie sous la responsabilité de l'exploitant de manière à ce que la température des gaz de combustion ne descende pas en dessous de 850°C.

Ces brûleurs d'appoint seront aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence la température minimale susmentionnée pendant ces phases transitoires et tant que des déchets sont dans la chambre de combustion.

De plus, en sortie de chaudière, une sonde mesurera la teneur en oxygène des gaz de combustion ; cette donnée servira à réguler le débit d'air de combustion garantissant une teneur en oxygène supérieure à 6 %.

Les mesures de température et de teneur en oxygène seront enregistrées en continu.

Elles seront retranscrites en salle de commande et génèrent une alarme sonore et visuelle en cas de non-respect des valeurs visées ci-dessus. De plus, ces valeurs feront l'objet d'une synthèse adressée trimestriellement à l'Inspecteur des Installations Classées.

Article III.4 - Aire de maturation des mâchefers

L'aire de maturation des mâchefers aura une superficie de 5 200 m². La quantité maximale de mâchefers stockée sur le site sera de 15 000 tonnes.

Les mâchefers seront stockés de manière indépendante en lot. Chaque lot ne pourra pas représenter plus d'un mois de production de mâchefers. La hauteur de stock ne dépassera pas 3 mètres de haut.

TITRE IV – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article IV.1 - Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère, de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites, est interdite.

La combustion, notamment à l'air libre, de déchets susceptibles de dégager des fumées ou des odeurs gênantes pour le voisinage est interdite.

Article IV.2 - Captation et ventilation

Tous les postes ou parties d'installations où sont pratiquées des opérations génératrices de poussières ou de vapeurs présentant des dangers, inconvénients pour la protection des intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 sont munis d'un dispositif de captation et font l'objet d'un traitement visant à supprimer ces dangers et inconvénients.

De manière générale, les débits d'aspiration des systèmes de captation sont en cohérence avec les exigences liées à la protection des travailleurs et aux ambiances de travail.

Plus particulièrement, la fosse de réception des déchets de l'unité d'incinération sera équipée de captations situées au plus près du niveau maximal de stockage. L'air ainsi capté sera dirigé vers le four et servira d'air de combustion. Le dimensionnement de ces captations sera tel qu'il n'y ait pas d'odeurs émises par cette fosse.

De même, afin d'éviter les envols, l'aire de déchargement des déchets se fera dans un bâtiment mis en légère dépression par les captations visées à l'alinéa précédent.

Article IV.3 - Nature des effluents

Les rejets atmosphériques seront uniquement ceux issus des trois cheminées liées chacune à un four de l'unité d'incinération.

Article IV.4 - Construction et équipement des cheminées

Article IV.4.1

La construction des cheminées devra être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinération de résidus urbains.

Article IV.4.2 - Cheminées de l'unité d'incinération

Ces trois cheminées auront les caractéristiques suivantes :

- hauteur : 36 mètres ;
- nombre de conduit : 1 ;
- vitesse d'émission : 22 m/s.

La forme du conduit de fumée, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Elle doit permettre, de plus, d'effectuer des prélèvements et des mesures de la vitesse des gaz.

Pour permettre des contrôles des émissions de poussières, les cheminées et conduits d'évacuation doivent être pourvus d'orifices obturables et commodément accessibles permettant des mesures représentatives des émissions de poussières à l'atmosphère. Les sections de mesures sont implantées et les conduits sont aménagés de façon à respecter les règles générales définies par la norme NFX 44052.

Article IV.4.3 - Equipement d'épuration des fumées

Les fumées seront traitées uniquement par voie sèche. C'est-à-dire qu'il n'y aura pas production d'effluents liquides liés au traitement d'épuration des fumées.

Conformément à la demande de l'exploitant, chaque four d'incinération sera équipé d'une chaîne de traitement comprenant au minimum :

- injection de charbon actif ;
- premier filtre à manches ;

- injection de bicarbonate de sodium ;
- second filtre à manches.

Article IV.5 - Rejets de la cheminée d'évapo-incinération

Les rejets atmosphériques de l'unité d'incinération auront des teneurs inférieures aux valeurs suivantes exprimées sur gaz secs pour une teneur de 11 % d'O₂.

Débit maximal instantané

Four 1 (de capacité 8 t/h) : 40 000 Nm³/h

Four 2 (de capacité 8 t/h) : 40 000 Nm³/h

Four 3 (de capacité 6 t/h) : 30 000 Nm³/h

	Moyennes journalières en mg/Nm ³	Moyennes sur 1/2 heure en mg/Nm ³
Poussières	10	30
HCl	10	60
SO ₂	50	200
COT	10	20
HF	1	4
Métaux totaux (sauf Cd, Tl et Hg)	0,5	0,5
Cadmium (Cd) et Thallium (Tl)	0,05	0,05
Mercure (Hg)	0,05	0,05
NOx (exprimé en NO ₂)	200	200

Les rejets en dioxines et furannes seront limités à 0,1 ng/Nm³. Cette valeur limite d'émission renvoie à la concentration totale calculée au moyen d'équivalence toxique tel que défini à l'annexe I. Les valeurs moyennes doivent être mesurées sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de 8 heures au maximum. Les mesures seront réalisées selon la norme CENEN 1948.

Article IV.6 - Suivi des gaz émis

Article IV.6.1 - Autosurveillance

Chacune des trois cheminées est équipée d'analyseurs en continu de la teneur des éléments suivants :

- température ;
- débit ;
- poussières ;
- taux d'humidité ;
- SOx ;
- NOx ;
- COT ;
- dioxyde de carbone ;
- oxygène ;
- CO ;
- HCl.

Ces valeurs seront enregistrées en continu et conservées sur un support informatique. Trimestriellement, copies des valeurs enregistrées seront adressées à l'Inspecteur des Installations Classées sous un format informatique défini en accord avec l'Inspecteur.

En tout état de cause, l'exploitant conservera sur le site ces valeurs pour les douze derniers mois.

Article IV.6.2 - Contrôles extérieurs

L'exploitant procède, trimestriellement la première année puis semestriellement ensuite, après avoir prévenu l'Inspecteur des Installations Classées, à des contrôles représentatifs du fonctionnement normal et comprenant une analyse des gaz émis.

Ces contrôles seront réalisés par une société extérieure sur la base d'une convention adressée pour avis à l'Inspecteur des Installations Classées. Copie de la convention définitive est adressée à l'Inspecteur des Installations Classées. L'exploitant informera par la suite ce dernier, de toute modification pouvant concerner cette convention.

Les paramètres mesurés seront les suivants :

- débit ;
- température ;
- vitesse ;
- poussières ;

- teneurs en :

- . O₂ ;
- . CO et CO₂ ;
- . H₂O ;
- . SO_x en équivalent SO₂ ;
- . NO_x en équivalent NO₂ ;
- . acide chlorhydrique (sous forme HCl) ;
- . acide fluorhydrique ;
- . hydrocarbures gazeux totaux (COT) ;
- . métaux particuliers (et gazeux) : As, Cd, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb ;
- . ammoniac.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées sous un délai n'excédant pas deux semaines à dater de la réception par l'exploitant de ceux-ci.

De plus, annuellement, en complément des paramètres listés ci-dessus, les teneurs en dioxines et furannes seront mesurées, la première de ces analyses sera réalisée dans les trois mois suivant la mise en service des installations.

Article IV.7 – Suivi de l'impact sur l'environnement

Article IV.7.1 - Mesures dans la biosphère

L'exploitant définira, avant toute exploitation, un programme de suivi de l'impact sur l'environnement (sols, végétaux, animaux, etc.) de ses installations notamment au regard des paramètres de dioxines et furannes, d'acide chlorhydrique et des métaux lourds. Ce plan sera adressé pour avis à l'Inspecteur des Installations Classées.

Article IV.7.2 - Suivi de la qualité de l'air

L'exploitant mettra en place, dans son environnement proche, trois postes d'analyses en continu de la qualité de l'air ambiant. Ces postes permettront l'analyse en continu des paramètres suivants :

- poussières sédimentables ;
- poussières de granulométrie moyenne inférieure à 10 µm ;
- SO_x ;
- NO_x.

Les lieux d'implantation de ces postes de mesures seront soumis pour avis à l'Inspecteur des Installations Classées. Ces postes de mesures devront permettre la mesure et l'enregistrement de cette mesure 24 heures sur 24, chaque jour de l'année. Les résultats des analyses effectuées seront adressés mensuellement à l'Inspecteur des Installations Classées.

Cette surveillance pourra être réalisée par un réseau agréé de surveillance de la qualité de l'air.

TITRE V – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article V.I - Alimentation en eaux

Lorsqu'il est envisagé d'utiliser de l'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques particuliers pour la distribution située en amont, il est utilisé un réservoir de coupure ou un bac de disconnection isolant totalement les deux réseaux.

L'alimentation en eau potable de cette réserve se fait soit par surverse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop-plein (5 cm au moins) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement par mise à l'air libre.

Les réservoirs de coupure et les bacs de disconnection peuvent être remplacés par des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- l'appareil doit avoir fait l'objet d'essais technologiques favorables de la part du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment ;
- la mise en place d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sur un réseau d'eaux destinées à la consommation humaine doit faire l'objet de la part du propriétaire de l'installation d'une déclaration préalable à l'autorité sanitaire. Cette déclaration précise le lieu d'implantation et la nature de ces eaux ; elle est déposée au moins deux mois avant la date prévue pour la mise en place ;
- l'appareil n'est installé qu'à la condition que ses caractéristiques soient adaptées à celles du réseau, notamment celles concernant la température et la nature des eaux, la pression et le débit maximum de retour possible dans l'appareil ;
- l'appareil doit être placé de manière qu'il soit facile d'y accéder, en dehors de toutes possibilités d'immersion ;
- l'appareil et ses éléments annexes doivent être maintenus en bon état de fonctionnement ; des essais de vérification des organes d'étanchéité et de mise à décharge comportant les mesures correspondantes sont effectués périodiquement sous la responsabilité du propriétaire et au moins une fois par semestre ; les résultats sont notés sur une fiche technique propre à l'appareil et transmis à l'autorité sanitaire.

L'eau contenue dans les réservoirs de coupure, dans les appareils de disconnection et dans les canalisations situées à leur aval est considérée a priori comme eau non potable.

L'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées du lieu d'implantation et des caractéristiques du dispositif choisi.

Le dispositif doit être adapté aux caractéristiques des réseaux à équiper. Il est installé dans un endroit accessible de façon à être à l'abri de toute possibilité d'immersion. Il est maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Un débitmètre sera installé et comptabilisera l'eau potable utilisée à des fins industrielles.

Article V.2 - Prévention des inondations

Article V.2.1

Afin de se prémunir du risque d'inondation, les voiries, les bâtiments (notamment toute zone de stockage et le niveau haut de la fosse de stockage des déchets à incinérer) seront situés conformément à la demande au minimum 10 cm au-dessus de la cote de la crue centennale 166,00 NGF.

Article V.2.2

Dans le cadre de l'élaboration de la plate-forme destinée à recevoir les installations, toute zone située avant travaux en deçà de la cote 166 NGF et remblayée devra faire l'objet de mesures compensatoires pour l'écoulement des crues.

Au plus tard deux mois à compter de la notification du présent arrêté, ces mesures compensatoires exigées également dans le cadre du permis de construire n°PC 7463980019 du 23 juin 1999 seront proposées par un bureau tiers compétent accompagnées d'un échéancier et soumises à l'accord préalable du Service de la Navigation.

Article V.3 - Protection des eaux souterraines

Article V.3.1 - Dispositions constitutives

Afin de prévenir toute pollution des eaux souterraines :

- les zones de réception, de stockage et de manipulation des déchets seront couvertes, étanches et pentées vers un point bas permettant la collecte des égouttures et des eaux de lavage ;

- la fosse de stockage des déchets à incinérer sera étanche, pentée vers un point bas, où il sera possible de collecter les eaux de percolation des déchets et de les pomper même en présence de déchets dans la fosse, et ceci, afin d'éviter l'accumulation de lixiviats en fond de fosse ;
- la manipulation des mâchefers : refroidissement dans le dégraisseur, transporteur à chaîne, stockage temporaire, aire de transport vers aire de maturation et l'aire de maturation seront couvertes (ou capotées) et étanches, elles permettront de plus la récupération des égouttures dans des points bas ;
- la cuve de stockage de fioul domestique enterrée sera à double enveloppe et fera l'objet de contrôle périodique garantissant l'étanchéité de l'enveloppe.

Article V.3.2 - Rétention des stockages

Tous les stockages, y compris ceux en fûts, de déchets liquides ou pâteux seront couverts et installés au-dessus de dispositifs étanches de rétention des écoulements.

Le volume utile de ces rétentions doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir (produits stockés et leur mélange éventuel, ainsi que ces mêmes produits mis en présence d'eaux ou de produits extincteurs), elle résiste à la poussée, à l'effet de vague, et à l'action corrosive des produits éventuellement répandus. Dans le cas d'un stockage associé de produits inflammables, la capacité présentera une stabilité au feu de degré six heures.

Les parois des capacités de rétention ne sont traversées par aucune canalisation.

La conception de la capacité, éventuellement dotée d'une alarme en point bas, est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir ou de la pile de fûts.

Les stockages de produits différents dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions chimiques dangereuses doivent être associés à des capacités de rétention distinctes.

Les stockages en rétention sont fondés sur des socles de protection afin de prévenir les risques de corrosion en partie basse.

Le poste de déchargement de fioul domestique sera conçu sous forme de rétention ; cette rétention sera associée à une capacité capable de recueillir le contenu du plus gros volume de liquide susceptible d'être déchargé au même moment dans les installations.

Les eaux pluviales captées dans les rétentions devront être évacuées régulièrement afin de ne pas modifier le volume de rétention. Cette évacuation sera réalisée par pompage ; les eaux pompées après contrôle rejoindront les eaux de carreaux ou bien seront traitées dans l'unité appropriée.

Article V.3.3 - Tuyauteries

Les tuyauteries véhiculant des liquides susceptibles de polluer l'eau ou le sol, ou inflammables, doivent être soit aériennes, soit placées dans un caniveau permettant la détection d'une fuite et satisfaisant aux dispositions suivantes :

- le caniveau est étanche et résistant à l'action des produits véhiculés. Il fait office de rétention en cas de rupture de la tuyauterie. Il ne doit pas y avoir de jonction directe avec le réseau d'eaux pluviales ;
- il est aménagé avec une pente suffisante pour éviter l'accumulation de débris et pour recueillir aisément les effluents éventuels. La reprise de ces effluents se fait par un dispositif à commande manuelle ;
- il est couvert de façon à limiter les infiltrations des eaux de ruissellement et à supporter les charges des véhicules amenés à circuler sur ce caniveau, mais permet toutefois une ventilation naturelle évitant toute accumulation de vapeurs ou gaz inflammables ou explosifs ;
- il doit être visitable et permettre d'effectuer les réparations nécessaires sur la tuyauterie.

Le bon état des canalisations et des joints sera vérifié fréquemment.

L'utilisation permanente (d'une durée supérieure à un mois) de flexibles aux emplacements où il est possible de monter des tuyauteries rigides est interdite.

La longueur des tuyauteries flexibles utilisées occasionnellement doit être réduite dans toute la mesure du possible.

Pour véhiculer des matières dangereuses, les tuyauteries flexibles de chargement – déchargement doivent être conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel ADR du 5 décembre 1996 relatif au transport des matières dangereuses.

Article V.4 - Nature des effluents

Les effluents générés par le site seront :

- les eaux vannes et les eaux usées des lavabos et toilettes ;
- les eaux pluviales de toiture du parc de mâchefers ;
- les eaux pluviales de toiture autres que celles du parc de mâchefers ;
- les eaux de carreaux (aire de circulation) ;
- les eaux de procédé qui seront limitées aux eaux de purge et de refroidissement des chaudières, au trop-plein ou à la vidange des extracteurs à mâchefer, et au lavage des sols.

Article V.5 - Les eaux vannes

Les eaux usées domestiques de l'établissement seront dirigées vers le réseau séparatif de la commune puis seront traitées sur la station d'épuration urbaine exploitée par le S.I.V.O.M. de l'Agglomération Messine.

Article V.6 - Eaux de carreaux

Les eaux de carreaux seront collectées de manière spécifique puis seront traitées par un séparateur – débourbeur capable de traiter 700 l/s ; ces eaux rejoindront ensuite le bassin d'orage visé au paragraphe V.7.

Article V.7 - Eaux pluviales de toiture autres que le parc à mâchefer

Les eaux pluviales provenant des toitures autres que celles du parc à mâchefer seront collectées de manière spécifique, elles transiteront par un bassin d'orage où seront regroupées les eaux visées au paragraphe V.6.

Ce bassin d'orage aura un volume de rétention de 620 m³ ; hors évènement pluvieux, le volume libre de ce bassin devra être au minimum de 420 m³ afin de pouvoir accepter la pluviométrie liée à un orage décennal. Dans la mesure des besoins du site, les eaux collectées dans ce bassin seront recyclées comme eaux de procédé. Les eaux non recyclées dans le procédé seront rejetées dans le réseau séparatif de la commune avec un débit maximal de 60 l/s. Via ce réseau, elles rejoindront ensuite la MOSELLE.

La qualité des eaux ainsi rejetées respectera les seuils maximaux suivants :

- MEST : 35 mg/l norme NF EN 872 ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l norme NFT 90114.

Article V.8 - Eaux de procédé et eaux de toiture du parc à mâchefer

Les eaux de procédé et les eaux pluviales de toiture du parc à mâchefer (de surface 5 300 m²) seront collectées par des réseaux distincts vers un bassin de décantation puis rejoindront un bassin de rétention d'un volume minimal de 567 m³.

Hors des évènements pluvieux, ce bassin disposera au minimum d'un espace libre de 80 m³ afin de pouvoir absorber la pluviométrie d'un orage décennal sur le parc de mâchefers.

Ces eaux seront intégralement recyclées dans le processus d'exploitation et ne feront pas l'objet de rejet au milieu.

Article V.9 - Surveillance des rejets

Semestriellement, l'exploitant fera procéder à un prélèvement et à une analyse des rejets définis au paragraphe V.7 par une société extérieure choisie en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. Les paramètres analysés seront les MES (norme NF EN 872), les hydrocarbures totaux (norme NFT 90114) et la DCO (norme NFT 90101).

Les résultats de ces analyses seront transmis à l'Inspecteur des Installations Classées dans les quinze jours suivant réception par l'exploitant.

Article V.10 - Suivi de la qualité de la nappe phréatique

Préalablement à la mise en service des installations, l'exploitant plantera, suite à l'avis d'un hydrogéologue agréé, un piézomètre amont et deux piézomètres aval. Seront analysées dans ces piézomètres avant la mise en service, puis annuellement, les teneurs des éléments suivants :

- MES (norme NF EN 872) ;
- DCO (norme NFT 90101) ;
- hydrocarbures totaux (norme NFT 90114) ;
- sulfate ;
- azote Kjeldahl (norme NF EN ISO 25663) ;
- Pb (norme ISO 11885) ;
- Zn (norme ISO 11885).

Les résultats de ces analyses seront adressés à l'Inspecteur des Installations Classées dans les quinze jours suivant réception par l'exploitant.

Article V.11 - Suivi de l'impact sur les sols

Préalablement à la construction des installations, l'exploitant réalisera trois prélèvements des sols qu'il fera analyser pour caractérisation géochimique.

Cette analyse sera renouvelée par la suite tous les cinq ans.

Les paramètres minimaux analysés seront Cr, Hg, Ni, Zn, Pb, Cn⁻, As, Cd et hydrocarbures totaux.

TITRE VI – GESTION DES DECHETS

Article VI.1 - Principes généraux

Les déchets sont éliminés conformément aux dispositions de la loi n°75/663 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et des textes pris pour son application, dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits ou des odeurs et d'une façon générale à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Tous les déchets sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant doit s'en assurer et pouvoir le justifier à tout moment.

Article VI.2 - Prévention de la pollution

Article VI.2.1 - Stockages

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement. En particulier, le stockage des déchets se fera sur aire couverte.

Article VI.2.2 - Enlèvement des déchets

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes au Règlement sur le Transport des Matières Dangereuses. Il fixe, le cas échéant, un cahier des charges des opérations de transport (itinéraire, frêt complémentaire, etc.).

L'exploitant doit notamment veiller aux conditions de chargement au départ de son établissement.

Article VI.2.3 - Modes d'élimination

Le mode d'élimination des déchets est défini en relation avec l'Inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant doit veiller à la bonne élimination des déchets, même s'il a recours au service de tiers. Il s'assure du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre et rédige une consigne interne, définissant les précautions à prendre, tenue à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Il définit, le cas échéant, un cahier des charges spécifique à l'élimination de certains de ses déchets en liaison avec l'éliminateur.

Ce bordereau lui est retourné par l'entreprise destinataire, dans un délai d'un mois suivant l'expédition des déchets, et doit être conservé pendant au moins trois ans.

L'exploitant tient un registre retraçant au fur et à mesure les opérations effectuées, relatives à l'élimination des déchets, et le met, à sa demande, à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Ce registre mentionne notamment les renseignements suivants :

- nature des déchets et origine ;
- caractéristiques des déchets ;
- quantités et conditionnements ;
- entreprise chargée de l'enlèvement, numéro d'immatriculation du véhicule utilisé et date de l'opération ;
- destination précise des déchets, lieu et mode d'élimination et date de retour du bordereau.

L'Inspecteur des Installations Classées peut obtenir toute information, justification ou analyse complémentaire sur simple demande.

Article VI.2.4 - Contrôles des circuits d'élimination

L'exploitant doit émettre un bordereau de suivi, lors de la remise de ses déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 04 janvier 1985 (Journal Officiel du 16 février 1985) pris en application de la loi du 15 juillet 1975 susvisée.

Article VI.3 - Gestion des résidus d'épuration des fumées

Les cendres sous chaudières, les cendres volantes captées au niveau du premier filtre et les produits sodiques résiduels seront collectés et stockés de manière séparée afin de permettre une valorisation ou une élimination spécifique pour chaque produit.

Ces produits seront stockés en silos dimensionnés conformément au dossier de demande d'autorisation.

Les filières d'élimination de chacun de ces produits seront définies en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées sur la base d'analyses mécanique et chimique de ces déchets réalisées par l'exploitant.

Article VI.4.1 - Méthodologie d'analyses des mâchefers

Le test de potentiel polluant est effectué en trois lixiviations successives conformément à la norme NFX 31210. Chaque lixiviat est a priori analysé et le résultat global est exprimé en fonction des modalités de calcul consignées dans la norme précitée. Toutefois, lorsque la mesure d'un paramètre sur le premier lixiviat donnera une valeur de l'ordre du seuil de détection de la méthode d'analyses préconisée, il sera possible de ne pas effectuer de mesure complémentaire de ce paramètre sur les lixiviats suivants et de ne pratiquer l'analyse de ce paramètre que sur le mélange des trois lixiviats. Pour les mâchefers issus de l'incinération des ordures ménagères, ce principe peut en général être appliqué aux mesures de mercure, de cadmium et d'arsenic.

Le broyage nécessaire à l'exécution de la procédure normalisée sera toutefois effectué après séchage du mâchefer à $103^{\circ}\text{C} \pm 2^{\circ}\text{C}$, sous atmosphère normale. On utilisera pour le test la quantité de mâchefer sec correspondant à 100 g de mâchefer brut.

Les résultats obtenus sur chaque lixiviat sont consignés et conservés en mémoire, y compris pour la fraction soluble.

Les valeurs limites de l'article VI.5.2 s'appliquent au résultat global.

Expression de la fraction soluble

La fraction soluble est exprimée comme le rapport au poids sec de l'échantillon lixivié du cumul des valeurs obtenues par pesée du résidu sec de chacun des trois lixiviats. La détermination du poids ou du résidu sec sera réalisée conformément aux normes en vigueur et notamment selon la norme NF 90029.

Méthodes d'analyses

Les analyses dans les lixiviats doivent être réalisées selon les normes appropriées et notamment :

- Hg : NFT 90113 ;
- Pb : NFT 90112 ou NFT 90119 ;
- Cd : NFT 90112 ou NFT 90119 ;
- As : NFT 90026 ;
- Cr^{6+} : NFT 90043 ;
- SO_4^{2-} : NFT 90009 ou NFT 90042 ;
- COT : NFT 90102.

La concentration mesurée est rapportée au poids sec de l'échantillon et exprimée en mg/kg.

Il pourra être demandé au laboratoire pratiquant l'analyse de justifier la pertinence de la méthode d'analyses retenue et l'incertitude de cette méthode dans la plage de valeur mesurée.

Taux d'imbrûlés ou perte au feu

Dans l'attente d'une norme d'analyses spécifique, le taux d'imbrûlés sera déterminé par la perte de masse, exprimée en pourcentage du poids sec de l'échantillon initial après quatre heures de calcination à 500°C.

Lorsqu'un mâchefer en sortie de four respectera la valeur seuil fixée pour ce paramètre à l'article VI.4.2. et qu'il appartiendra aux catégories des mâchefers à faible fraction lixiviable ou à fraction lixiviable intermédiaire, il sera inutile de mesurer à nouveau ce paramètre après maturation.

Article VI.4.2 - Classification des mâchefers

L'appartenance d'un lot de mâchefers à l'une ou l'autre des catégories qui suivent est fixée sur la base d'un test de potentiel polluant tel que décrit à l'article VI.5.1 appliqué à un échantillon représentatif du lot considéré.

Mâchefers à faible fraction lixiviable dits de catégorie "V"

Les mâchefers avec une faible fraction lixiviable doivent répondre aux conditions suivantes :

- taux d'imbrûlés : < 5 % ;
- fraction soluble : < 5 % ;
- potentiel polluant par paramètre :
 - . Hg : < 0,2 mg/kg ;
 - . Pb : < 10 mg/kg ;
 - . Cd : < 1 mg/kg ;
 - . As : < 2 mg/kg ;
 - . Cr⁶⁺ : < 1,5 mg/kg ;
 - . SO₄²⁻ : < 10 000 mg/kg ;
 - . COT : < 1 500 mg/kg.

Mâchefers intermédiaires dits de catégorie "M"

Les mâchefers considérés comme intermédiaires sont les mâchefers n'apportant pas à la première catégorie et respectant les critères suivants :

- taux d'imbrûlés : < 5 % ;
- fraction soluble : < 10 % ;
- potentiel polluant par paramètre :
 - . Hg : < 0,4 mg/kg ;
 - . Pb : < 50 mg/kg ;
 - . Cd : < 2 mg/kg ;
 - . As : < 4 mg/kg ;
 - . Cr⁶⁺ : < 3 mg/kg ;
 - . SO₄²⁻ : < 15 000 mg/kg ;
 - . COT : < 2 000 mg/kg.

Mâchefers avec forte fraction lixiviable, dits de catégorie "S"

Les mâchefers avec une forte fraction lixiviable présentent l'une au moins des caractéristiques suivantes :

- taux d'imbrûlés : > 5 % ;
- fraction soluble : > 10 % ;

- potentiel polluant par paramètre :

- . Hg : > 0,4 mg/kg ;
- . Pb : > 50 mg/kg ;
- . Cd : > 2 mg/kg ;
- . As : > 4 mg/kg ;
- . Cr⁶⁺ : > 3 mg/kg ;
- . SO₄²⁻ : > 15 000 mg/kg ;
- . COT : > 2 000 mg/kg.

Article VI.4.3

L'appartenance des mâchefers produits par l'unité d'incinération à l'une ou l'autre des catégories définies à l'article VI.5.2 sera déterminée en fonction d'une première série initiale d'analyses réalisée pendant le premier semestre de fonctionnement. Le suivi ultérieur de la production des mâchefers permettra de s'assurer de cette appartenance.

Article VI.4.3.1 - Constitution d'un échantillon

Il conviendra de constituer les échantillons avec toute la rigueur nécessaire et en respectant les principes élémentaires et les bonnes pratiques en la matière.

Echantillon journalier

On considérera représenter un jour de fonctionnement, un échantillon constitué par le mélange de 6 prises élémentaires d'une même quantité de mâchefers réalisées pendant 24 heures. Une prise élémentaire portera sur une masse de l'ordre de 25 kg de mâchefers équivalente à 2 seaux de 10 litres. La prise sera réalisée en sortie de four ou d'usine et donc en général sur des mâchefers préalablement éteints. Lorsque l'usine d'incinération est dotée d'installations de traitement en continu des mâchefers (déferraillage, criblage, etc.), ce prélèvement sera réalisé en fin de chaîne.

Il conviendra de bien prélever toutes les fractions granulométriques du mâchefer et de conserver correctement les échantillons, à l'abri des intempéries et dans des récipients ou des sacs fermés.

Afin de ne pas entrer en fréquence avec un phénomène périodique, les prises d'échantillons seront réalisées de façon aléatoire.

On réduira ensuite par pelletage fractionné l'échantillon constitué par le mélange des 6 prises. Le pelletage fractionné consiste à reprendre à la pelle la totalité du mâchefer, et à déverser des pelletées aussi identiques que possible sur des tas, dans un ordre quelconque. On choisira l'un des tas obtenus au hasard, et l'on renouvellera l'opération jusqu'à l'obtention d'un tas de l'ordre de 2 kg. L'échantillon d'analyses devra refléter la répartition granulométrique initiale.

Le vieillissement naturel de ces mâchefers doit conduire à ne pas conserver un mâchefer brut plus d'une semaine avant d'en analyser le potentiel polluant. Au delà, l'échantillon ne pourra plus être considéré comme représentatif d'un mâchefer en sortie du four.

Echantillon ponctuel

On appellera échantillon ponctuel, le mélange de 6 prises élémentaires réalisées sur un intervalle d'1 heure, et réduit à 2 kilogrammes par la procédure décrite ci-avant. L'analyse de tels échantillons pourra servir à l'étude de la corrélation entre les caractéristiques des mâchefers et les paramètres de fonctionnement du four.

Echantillon hebdomadaire

On appellera échantillon hebdomadaire, le mélange de 7 prises élémentaires réalisées quotidiennement pendant 1 semaine à des heures aléatoires, et réduit à 2 kilogrammes par la procédure décrite ci-avant.

Article VI.4.3.2 - Campagne initiale d'appréciation de la qualité des mâchefers produits

Des échantillons ponctuels seront réalisés quotidiennement pendant une semaine en décalant les heures des prises (7 échantillons ponctuels), puis tous les 15 jours pendant 6 mois (24 semaines et 12 échantillons ponctuels), et suivis d'analyses immédiates. Après la première semaine d'analyses, le jour de la semaine retenu pour la prise d'échantillons sera décalé à chaque analyse. Un échantillon prélevé un jour n de la semaine s sera ainsi suivi par un échantillon constitué le jour $n + 1$ de la semaine $s + 2$.

Les principaux paramètres de fonctionnement du four le jour de chaque prélèvement seront répertoriés et l'on s'efforcera de les corréler avec les résultats des analyses effectuées sur le mâchefer. Il sera également utile d'essayer de qualifier la nature des déchets ménagers et assimilés traités ou leur teneur en eau.

On considérera que les caractéristiques des mâchefers généralement produits par un four sont bien représentées par la moyenne arithmétique glissante de 7 résultats d'analyses d'échantillons successifs. En cas de contrôle inopiné ou non prévu à l'origine dans l'organisation de la campagne d'analyses, le résultat obtenu sera pris en compte dans le calcul.

Le bilan de cette campagne d'analyses sera adressé à l'Inspecteur des Installations Classées avec les commentaires de l'exploitant sur le fonctionnement du four pendant la période de la campagne. Ce bilan permettra d'établir la destination normale des mâchefers produits. On pourra décider de faire suivre aux mâchefers la voie correspondant à leurs caractéristiques moyennes, sous réserve que les écarts à cette moyenne ne soient pas trop importants, ni trop fréquents.

Pendant les trois premiers mois d'exploitation, les mâchefers seront stockés dans l'aire de maturation le temps de procéder aux analyses et d'obtenir suffisamment de données sur la composition et les variations de qualité de mâchefers. A l'issue de cette période de trois mois, une première filière pourra être retenue pour les mâchefers sans attendre la fin de la période de six mois. Cette filière sera soumise à l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées sur la base des analyses réalisées sur cette période.

Article VI.4.3.3 - Suivi courant des mâchefers produits

Article VI.4.3.3.1 - Fréquence des analyses

Après cette période initiale, le rythme des analyses pourra être réduit si le bilan conclu à la possibilité d'une valorisation directe ou d'un traitement complémentaire avec maturation, alors le rythme d'analyses sera mensuel.

Si les caractéristiques des mâchefers produits imposent un stockage immédiat dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, le rythme d'analyses sera bimestriel. L'exploitant pourra cependant à tout moment relancer, s'il le juge utile, une nouvelle campagne d'analyses initiale.

Pendant le suivi courant de la production de mâchefers, les jours de prises d'échantillons continueront à être décalés et les caractéristiques moyennes des mâchefers resteront déterminées par la moyenne arithmétique glissante des résultats d'analyses de 7 échantillons successifs.

Article VI.4.3.3.2 - Critères de décision pour l'élimination des mâchefers

Le tableau ci-après résume les décisions que l'on pourra prendre lorsque le résultat de la dernière analyse pratiquée sur les mâchefers produits par un four s'écartera sensiblement de la valeur moyenne obtenue pour ce même four, en tenant compte de cette même dernière analyse.

Résultat de la dernière analyse			
Valeur moyenne	I Faible fraction lixiviable	II Fraction lixiviable intermédiaire	III Forte fraction lixiviable
I Faible fraction lixiviable		Arrêt de toute valorisation immédiate et maturation provisoire, jusqu'à nouvelle analyse correcte.	Arrêt de toute valorisation immédiate et maturation provisoire, jusqu'à nouvelle analyse correcte.
II Fraction lixiviable intermédiaire	Maturation		Maturation autorisée
III Forte fraction lixiviable	Stockage permanent	Stockage permanent	

Article VI.4.4 - Les différentes filières des mâchefers

Article VI.4.4.1 - Valorisation

La valorisation des mâchefers de catégorie "V" en technique routière sera possible pour les utilisations suivantes :

- structure routière ou de parking (couche de forme, couche de fondation ou couche de base) à l'exception des chaussées réservoirs ou poreuses ;
- remblai compacté d'au plus 3 mètres de hauteur, sans aucun dispositif d'infiltration, et à condition qu'il y ait en surface :
 - . une structure routière ou de parking ;
 - . un bâtiment couvert ;
 - . un recouvrement végétal sur un substrat d'au moins 0,5 mètres.

La mise en place de ces mâchefers doit être effectuée de façon à limiter les contacts avec les eaux météoriques, superficielles et souterraines. L'utilisation de ces mâchefers doit se faire en dehors des zones inondables et des périmètres de protection rapprochés des captages d'alimentation en eau potable ainsi qu'à une distance minimale de 30 m de tout cours d'eau. Il conviendra de veiller à la mise en œuvre de tels matériaux à une distance suffisante du niveau des plus hautes eaux connues. Enfin, ils ne doivent pas servir pour le remblaiement de tranchées comportant des canalisations métalliques ou pour la réalisation de systèmes drainants.

Afin d'éviter le dispersement de ces matériaux, on privilégiera leur emploi dans des chantiers importants. La procédure de chantier devra permettre de réduire autant que faire se peut l'exposition prolongée de ces matériaux aux intempéries. La mise en œuvre devra se faire avec compactage selon les procédures réglementaires ou normalisées et les bonnes pratiques dans ce domaine.

Les déchets de catégorie "V" pourront être stockés de manière transitoire sur l'aire de maturation dans des alvéoles spécifiques clairement signalées. Ces déchets ne pourront transiter plus de six mois sur cette aire de maturation ; au-delà de cette période et à défaut de valorisation possible, ils devront être éliminés.

Article VI.4.4.2 - Maturation

Les déchets de catégorie "M" pourront être dirigés vers l'aire de maturation. Ils pourront transiter sur cette aire pour une durée maximale de douze mois.

Préalablement à la reprise des mâchefers, il sera procédé à une nouvelle campagne de mesures afin d'apprécier si les mâchefers peuvent être classés en catégorie "V" ou s'ils doivent être éliminés.

Article VI.4.4.3 - Stockage

Les mâchefers qui n'auront pu être valorisés, qui à l'issue du transit de maturation, ne présentent pas les caractéristiques permettant de les classer dans la catégorie "V", et ceux qui relèveront directement de la catégorie "S" seront éliminés en centre d'enfouissement technique autorisé à recevoir ce type de déchets.

Article VI.4.5 - Traçabilité

L'exploitant mettra en place un suivi informatique des différents lots de mâchefers précisant leur maturation éventuelle, les analyses liées à chaque lot, leur destination finale précisant dans le cas de valorisation, le lieu du chantier et l'entreprise utilisant ces mâchefers.

Ce registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées sur le site. De plus, l'exploitant adressera annuellement à l'Inspecteur des Installations Classées une synthèse de ces éliminations.

TITRE VII – PREVENTION DES BRUITS ET DES VIBRATIONS

Article VII.1 - Principes généraux

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions des arrêtés ministériels des 20 août 1985 et 23 janvier 1997 relatifs aux bruits émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

Les règles techniques annexées à la circulaire n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont également applicables.

Article VII.2 - Normes

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au plan joint en annexe II et au tableau ci-après qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles aux différents points de contrôles.

Les mesures sont faites conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits émis dans l'environnement.

Emplacement des mesures	Niveaux limites admissibles en dBA	
	7 heures – 22 heures	22 heures – 7 heures
Point 1	65	53
Point 2	55	47
Point 3	61	54
Point 4	63	56

Article VII.3 - Règles d'aménagement

Les ateliers sont convenablement clôturés sur l'extérieur pour éviter la propagation de bruits gênants, même occasionnels (machinerie, manutention, chute de pièces en cours de travail, etc.). Ils sont de préférence éclairés et ventilés uniquement en partie supérieure par des baies aménagées de façon qu'il n'en résulte aucune diffusion de bruit gênant pour les voisins. Si la situation l'exige, ces baies doivent être munies de chicanes appropriées formant écran au bruit.

Tous moteurs de quelque nature qu'ils soient, tous transformateurs et tous appareils, ventilateurs, machines, transmissions, actionnés par ces moteurs, tous dispositifs d'aspiration, de compression ou de détente de gaz sont installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité et la tranquillité du voisinage par le bruit ou les trépidations.

Les parties tournantes des machines bruyantes sont convenablement équilibrées. Les appareils susceptibles d'engendrer des bruits et des vibrations sont placés sur socle anti-vibratile. Les canalisations reliées à des appareils susceptibles d'engendrer des bruits ou des vibrations doivent être fixées par l'intermédiaire de joints aux raccords flexibles.

Article VII.4 - Règles d'exploitation

Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit sont interdits entre 20 heures et 7 heures, sauf exception.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention, au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les ateliers susceptibles de produire un bruit gênant le voisinage sont maintenus fermés pendant le travail, sauf le temps strictement nécessaire à l'entrée ou à la sortie des pièces.

Toutes dispositions sont prises pour que la manipulation des outils, des matières premières, ou récipients puisse s'effectuer sans qu'il en résulte de bruit gênant pour le voisinage.

Article VII.5 - Contrôles

Dans le délai de trois mois suivant la mise en service des installations, l'exploitant fera réaliser, par une société tiers spécialisée, un contrôle des niveaux acoustiques générés par le fonctionnement de ses installations. Cette mesure sera réalisée conformément aux préconisations de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 en référence aux niveaux fixés à l'article VII.2.

TITRE VIII – PREVENTION DES RISQUES

Article VIII.1 - Séparation des zones

Afin d'éviter tout risque de propagation d'un incendie, des murs stables au feu de degré 2 heures seront implantés :

- entre les bureaux administratifs et les unités d'exploitation (dans le cas de la cabine du pontier, la tenue au feu de la paroi en verre présentera une tenue au feu de 1 heure) ;
- entre le bâtiment de l'unité de tri et l'unité d'incinération.

Les portes mises en place au travers de ces murs seront coupe-feu de degré 1 heure et seront munies de ferme-porte.

De même, la fosse des déchets à incinérer sera séparée de la zone des fours par un mur stable au feu de degré 2 heures.

Article VIII.2 - Unité de tri

Article VIII.2.1 - Stockages

Les différents stockages liés à l'activité de tri sont :

- déchets industriels banals en vrac :
 - . surface au sol : 300 m² ;
 - . hauteur maximale de stockage : 3,5 m ;
 - . volume stocké maximal : 500 m³ ;
- déchets des collectes sélectives :
 - . surface au sol : 750 m² ;
 - . hauteur maximale de stockage : 3,5 m ;
 - . volume stocké maximal : 1 500 m³ ;

- stock de produits triés en balles :
 - . surface au sol : 200 m² ;
 - . hauteur maximale : 5 m ;
 - . volume stocké maximal : 1 000 m³ ;
- produits vrac triés (journaux, magazines, etc.) :
 - . surface au sol : 150 m² ;
 - . hauteur maximale : 1 m ;
 - . volume maximal stocké : 150 m³ ;
- produits stockés en benne de 30 m³ :
 - . stockage maximal 10 bennes.

Les zones définies ci-dessus devront faire l'objet d'un marquage au sol ; de même, les hauteurs maximales de stockage feront l'objet d'un marquage sur les murs.

Les différentes zones de stockage seront séparées les unes des autres par des murs stables au feu de degré 2 heures et de hauteur supérieure de 3 m au niveau maximal de stockage.

Enfin, les murs séparant les stockages de l'extérieur seront stables au feu de degré 2 heures sur une hauteur minimale de 4 m.

Article VIII.2.2 - Détection incendie

L'ensemble du bâtiment de l'unité de tri et plus particulièrement les zones de stockage seront couverts par des détecteurs de flammes et de fumées. Ces capteurs déclencheront, en cas de détection, une alarme sonore et visuelle sur la zone concernée avec report en salle de commande, ainsi que les réseaux d'arrosage visés au paragraphe VIII.2.3.

Article VIII.2.3 - Moyens incendie

Chaque zone de stockage définie au paragraphe VIII.2.1 (à l'exclusion des stocks en bennes) sera protégée par des rampes de pulvérisation d'eau.

Le déclenchement de cette pulvérisation d'eau sera asservie à la détection visée au paragraphe VIII.2.2 ainsi qu'à des déclencheurs "coup de poing" répartis dans le bâtiment de tri.

Les débits d'aspersion d'eau seront soumis à l'Inspecteur des Installations Classées pour validation avant réalisation.

Article VIII.2.4 - Mise en rétention du bâtiment

Le bâtiment de l'activité de tri devra permettre la collecte et la rétention des eaux d'extinction d'incendie pour un volume minimal de 650 m³.

Article VIII.3 - Unité d'incinération

Article VIII.3.1 - Détection incendie

La fosse de déchets ainsi que les trémies de chargement des fours seront couvertes par des détecteurs de flammes (de type UV-IR par exemple) et de fumées.

Ces détecteurs généreront une alarme sonore et visuelle ; puis, après une temporisation maximale de 3 minutes et à défaut d'arrêt de l'alarme par le pontier, des moyens incendie automatiques visés au paragraphe VIII.3.2 seront mis en marche.

Article VIII.3.2 - Moyens incendie

Article VIII.3.2.1 - Fosse de déchets

Les moyens automatiques déclenchés par les détecteurs définis au paragraphe VIII.3.1 ou par un déclencheur type "coup de poing" situé dans la cabine du pontier consisteront en 9 buses d'injection d'eau pulvérisée, à un débit de 15 m³/h par buse, alimentée par la réserve d'eau incendie visée au VIII.4.

Ces buses seront situées au-dessus des portes de déchargement des camions.

En complément de ces moyens automatiques, une colonne sèche sera mise en place partant depuis l'extérieur du bâtiment de l'unité d'incinération et permettra d'alimenter 10 buses d'injection situées au niveau + 20 m au-dessus de la fosse.

Article VIII.3.2.2 - Trémie de chargement des fours

Au-dessus de chaque trémie de chargement des fours, une buse de pulvérisation d'eau de débit minimal 15 m³/h sera installée. Cette buse sera alimentée depuis la réserve d'eau incendie visée au VIII.4.

La pulvérisation d'eau depuis cette buse sera asservie soit à la détection de flamme visée au paragraphe VIII.3.1, soit par une commande de type "coup de poing" située dans la cabine du portier.

Article VIII.3.2.3 - Halle fours – chaudières

La halle fours - chaudières sera équipée d'un réseau d'eau incendie armé. Ce réseau raccordé au réseau d'eau de ville sera composé :

- de 6 colonnes montant jusqu'au niveau 21,7 m. Ces colonnes sont réparties dans la halle fours – chaudières de part et d'autre des lignes ;
- d'une colonne montant jusqu'au niveau 20,3 m dans la zone de transport et stockage des boues ;
- dans la halle fours – chaudières de 8 lances à eau, diamètre 40, débit 15 m³/h (R.I.A. tournant pivotant) avec enrouleur 30 m. Les huit lances sont réparties sur les niveaux 3,1 m, 12,8 m et 20,3 m.

Les tuyauteries et accessoires seront conformes à la NF en vigueur et peints aux couleurs conventionnelles. Les réseaux incendie seront marqués selon les normes de fléchage et de repérage incendie.

Les emplacements incendie seront repérés à l'aide de panneaux réglementaires.

Article VIII.4 - Réserve d'eau incendie

L'exploitant disposera d'une réserve incendie complémentaire au réseau incendie municipal. Cette réserve permettra d'alimenter les moyens automatiques d'arrosage des unités de tri et d'incinération. Elle aura un volume minimal de 200 m³.

Article VIII.5 - Réseau incendie interne

L'exploitant mettra en place un réseau incendie interne desservant des bornes incendie réparties sur la périphérie des bâtiments de l'usine. Ces bornes seront équipées de raccord normalisés et seront positionnées en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées et les Services d'Incendie et de Secours.

Ce réseau pourra assurer un débit minimal de 120 m³/h à une pression comprise entre 1 et 4 bar.

Ce réseau interne pourra être alimenté directement par le réseau incendie municipal si celui-ci permet de satisfaire aux contraintes fixées à l'alinéa précédent.

Dans le cas contraire, le réseau incendie sera alimenté par la réserve visée au paragraphe VIII.4 et mis en pression par des équipements propres à l'exploitant, et répondant aux contraintes susvisées. Dans ce cas, le volume minimal de la réserve visée au paragraphe VIII.4 sera porté à 400 m³ et pourra être alimenté depuis le réseau d'eau incendie municipal.

Article VIII.6 - Rétention des eaux incendie

La fosse de stockage des déchets disposera d'un volume de 200 m³ laissé libre en permanence de tout déchet et destiné à recevoir les eaux d'extinction d'incendie, de la fosse, des trémies et, le cas échéant, des aires de manœuvre et de déchargement.

La halle fours – chaudières sera mise en rétention par la rehausse du bâtiment en périphérie d'une hauteur de 5 cm.

Article VIII.7 - Désenfumage

La toiture des bâtiments des aires de manœuvre et de déchargement des déchets, de la fosse de déchets et de l'unité de tri comportera au moins 2 % de sa surface en éléments thermo-fusibles permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. »

Seront intégrés, à ces éléments, des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface représentera au minimum 1 % de la surface de la toiture.

Article VIII.8 - Etude des dangers – Plan d'Opération Interne

L'étude des dangers sera tenue à jour pour tenir compte des modifications des connaissances techniques et des évolutions de l'environnement.

Un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sera établi par l'exploitant. Ce Plan d'Opération Interne précisera l'organisation des secours en cas d'incident et toutes informations utiles à l'intervention des secours. Ce Plan d'Opération Interne sera régulièrement tenu à jour ; il sera présenté à l'Inspecteur des Installations Classées et aux Services de Secours et d'Incendie avant l'exploitation des installations.

TITRE IX – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article IX-1 - Changement d'exploitant - cessation d'activité

En cas de changement d'exploitant ou de cessation d'activité, le Bureau de l'Environnement de la Préfecture devra être informé dans le délai d'un mois. Avant son abandon, le site devra être remis en état.

Article IX-2 - Hygiène et sécurité du personnel - protection des tiers

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'Administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique et conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Article IX-3 - Infractions aux dispositions de l'arrêté - durée de validité de l'autorisation

Le Préfet pourra mettre en oeuvre la procédure prévue à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet s'il s'écoulait un délai de trois années avant la mise en activité, ou bien encore si l'exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article IX-4 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de METZ et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée aux conseils municipaux de METZ, LA MAXE, LONGEVILLE-LES-METZ, SAINT-JULIEN-LES-METZ et WOIPPY.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article IX-5 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article IX-6 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
Le Sénateur-Maire de METZ,
Les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 20 AVR. 2000

LE PREFET,

Bernadette MALGORN

POUR AMPLIATION
Le Directeur de
l'Administration Générale

Monique HAMAN

